

1144

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DE LA FEMME, DE
L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

CONFERENCE NATIONALE PREPARATOIRE
A LA CONFERENCE MONDIALE SUR LES FEMMES
A BEIJING

Saly-Palm Beach
6-7-8 Juin 1995

DISCOURS DE CLOTURE DE
MADAME AMINATA MBENGUE NDIAYE,
MINISTRE DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE
A L'OCCASION DU SEMINAIRE DE CONCERTATION
NATIONALE PREPARATOIRE A LA
QUATRIEME CONFERENCE MONDIALE SUR LES FEMMES
A BEIJING

Saly, Juin 95

- MESDAMES LES DEPUTES,

- EXCELLENCE MESDAMES, MESSIEURS LES REPRESENTANTS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET MISSIONS DIPLOMATIQUES ACCREDITEES A DAKAR,

- MESDAMES LES CONSULTANTES

-MESDAMES, MESSIEURS LES REPRESENTANTS DES INSTITUTIONS GOUVERNEMENTALES , DES ONG, DES PARTIS POLITIQUES , DES SYNDICATS, DE LA SOCIETE CIVILE,

- MESDAMES , MESSIEURS.

C'est avec beaucoup de fierté et de satisfaction que je procède à la clôture du Séminaire de Concertation Nationale Préparatoire de la participation du Sénégal à la Quatrième Conférence Mondiale sur la Femme devant établir le calendrier des Femmes pour le prochain millénaire.

Durant trois jours, des experts de divers domaines techniques, des parlementaires, des professionnels de la communication, des économistes, des juristes politiques, des sociologues, des syndicalistes, des responsables d'organisations internationales et non gouvernementales, des membres d'associations et de groupements de femmes animés tous et toutes d'une volonté et d'une disponibilité sans faille se sont investis, ont échangé dans la compréhension, dans l'amitié mais surtout dans le respect de nos diverses sensibilités pour la seule cause des femmes et de notre continent.

- Evaluer les progrès réalisés depuis la Conférence Mondiale de Nairobi en 1985 ;
- Identifier les obstacles à la mise en oeuvre des stratégies prospectives issues de cette Conférence ;
- Déterminer les mesures prioritaires qui devront être prises entre 1995 et 2005 pour assurer l'application des stratégies prospectives de Nairobi ;
- Donner une impulsion plus concrète à la place et au rôle de la femme dans la société dans une perspective de partenariat entre hommes et femmes de nature à assurer une durabilité des politiques, plans et mesures à préconiser. Tels sont les objectifs visés par la 4ème Conférence Mondiale sur les Femmes.

Comme vous le savez, dans le cadre de la préparation de ce Sommet, notre pays a eu l'honneur d'abriter en Novembre 1994, la Conférence Régionale Africaine sur les Femmes qui a débouché sur l'adoption d'une Plateforme d'Action consensuelle.

Vous voilà aujourd'hui au terme de la première étape de ce processus de concertation avant Beijing, mais il convient de le rappeler, notre ambition commune est de porter le débat jusqu'à la base dans les Régions, les départements et les communautés rurales.

Après audition des résultats de vos travaux, je puis d'orès et déjà affirmer que le chemin est maintenant bien balisé dans la mesure où un large consensus sur les grands domaines de préoccupations se dégage aussi bien au niveau de l'identification que de la formulation des constats, des objectifs et des mesures stratégiques préconisés. Je note que pour certaines actions à entreprendre vous les accompagnez d'une obligation de faire qui interpelle les Etats, les Institutions internationales et les ONG afin d'éviter le triste sort qui est en général réservé aux recommandations issues des rencontres de ce genre.

De plus, vous avez proposé la mise en place de mécanismes nouveaux crédibles de mobilisation des ressources à la fois endogènes et exogènes, de suivi et d'évaluation des mesures envisagées.

La démarche méthodologique que nous avons utilisée pour y parvenir et qui a consisté à faire la confrontation critique entre la Plateforme Africaine et le Projet de Plateforme globale a été fort appréciable. L'intérêt de cet exercice est d'avoir gardé à l'esprit les avancées et les points de divergence constatées au cours des autres Conférences Mondiales notamment les Sommets de Rio, du Caire et de Copenhague.

Tout en appuyant vos recommandations, je voudrais cependant insister tout particulièrement sur les questions substantielles ci-après, dont la résolution me semble indispensable pour assurer un développement harmonieux et intégral de nos pays dans un parfait partenariat entre hommes et femmes.

1. La question de la Pauvreté

Ma conviction est que la persistance de ce phénomène constitue un frein majeur à toute volonté de nos Etats de se développer. Comme l'indique le Comité de Développement de la Banque Mondiale dans une Déclaration parue en Septembre 1991: «Dans un monde où plus d'un milliard de personnes vivent dans une misère totale, il n'est pas de priorité plus haute pour la Communauté internationale que d'oeuvrer à lutter contre la pauvreté». Or,

dans cette situation, l'Afrique compte plus du quart soit 250 millions en 1991 et qui sont incapables de satisfaire leurs besoins les plus essentiels.

Il est donc naturel que l'Afrique se mobilise solidairement à Beijing pour faire valoir sa vision par rapport à sa situation et surtout défendre des stratégies endogènes de sortie de crise en identifiant en amont comme en aval les causes profondes du processus de paupérisation..

Il reste entendu que la situation particulière des femmes rurales, le renforcement de la sécurité et de l'auto-suffisance alimentaire y occuperont une place de choix.

2. La prise en compte de l'entrepreneuriat et de l'emploi féminin devrait également occuper un rang de priorité élevé en tant que condition de relance de la croissance économique et de promotion de la contribution des femmes à la production de richesses nationales.

3. La scolarisation de la petite fille

Cette question est essentielle si on veut promouvoir le développement de nos pays dans une perspective de durabilité, de viabilité et d'élimination définitive des causes de discrimination à l'égard des femmes. Elle procède du souci de nos Etats d'investir dans le Capital Humain qui est la principale richesse de nos pays.

4. La consolidation du processus démocratique de nos états et la promotion de la participation populaire à travers la décentralisation et la régionalisation devraient être inscrites dans le même ordre de priorités.

5. Le renforcement des capacités techniques de gestion des mécanismes nationaux de promotion de la femme me paraît incontournable pour assurer une prise en charge correcte des stratégies de développement humain initiées en faveur de nos populations.

6. La mobilisation des ressources financières et les mécanismes de suivi et d'évaluation.

Nos actions communes devraient se focaliser à mon sens sur de nouveaux mécanismes, arrangements et procédures de mobilisation des ressources financières plus souples. Dans cette perspective, je suis d'avis qu'il faut repenser la coopération technique dans ses aspects liés à des lourdeurs de procédures administratives et financières qui atténuent souvent l'impact positif des actions de développement.

De plus, il me semble nécessaire d'accroître de manière significative les ressources destinées aux activités opérationnelles de développement conformément aux besoins de nos pays en développement dans le but de renforcer nos capacités nationales.

S'agissant du dispositif de suivi, je puis vous assurer de la disponibilité du Gouvernement sénégalais et principalement de notre diplomatie pour aider à la mise en oeuvre des mesures déjà adoptées lors de la Conférence Régionale Africaine sur les Femmes.

Les initiatives que nous avons prises, avec l'accord du Chef de l'Etat et du Premier Ministre à travers les instances de l'OUA, en vue de consolider le Consensus de Dakar, tout en renforçant le rôle de chef de file ainsi conféré à notre pays, seront fortement appuyées.

Il est également heureux que la CEA ait envisagé avant Beijing une rencontre continentale à Kampala. Cela nous donnera pour une dernière fois l'occasion de nous entendre sur une position commune africaine par rapport à la Plateforme globale qui sera à l'ordre du jour de la Conférence Mondiale des Femmes.

Mesdames, Messieurs, il ne reste plus qu'à vous remercier très chaleureusement, à vous féliciter pour les brillantes performances qui ont sanctionné notre rencontre. La richesse de nos diversités, de nos sensibilités, votre expertise, votre patriotisme doublés d'un engagement et d'une générosité intellectuelle irréprochable nous ont gratifiés de débats de qualité dont nous savourons maintenant les résultats. Je suis sûre que nos rencontres futures pour la même cause "l'avancement des femmes" seront encore plus profitables lorsque nous aurons à traduire nos rêves en programmes d'action en direction des femmes de notre pays. L'intervention de nos deux consultantes dont l'expertise technique et pédagogique a été très appréciée a réveillé chez les participants un engagement certain pour le renforcement de nos capacités de négociation au triple plan psychologique technique et matériel. Je les félicite et les remercie au nom du Gouvernement du Sénégal et les encourage à continuer à soutenir l'Afrique pour lui assurer une visibilité et une participation de qualité à Beijing. Elles en ont la compétence et leur conviction pour y parvenir est indéniable.

Nos remerciements vont aussi à nos partenaires qui, par leur différents efforts, ont permis la tenue de cette concertation et ont participé avec nous à la réflexion. Je veux citer le PNUD, le BIT, l'UNICEF, la Banque Mondiale et la Fondation Fréderich Ebert, l'UNIFEM, la FDEA, l'OMS, l'UNESCO et AFRICARE. Je n'oublie pas non plus les modérateurs, les Animateurs et